

Affaire Trogneux, la rumeur transphobe sur Brigitte Macron : un résumé. (partie 9)

Ce texte est une compilation d'informations d'articles, de *Telegram* ou de *℥* et non des analyses originales, même si, çà et là, quelques-unes de mes considérations philosophiques sont venues s'y ajouter. Ceci pour dire que le site *Philosophie et spiritualité* ne revendique pas les propos qui sont rapportés ici ; en revanche, il nous a semblé intéressant de partager ces informations : *c'est à vous ensuite d'exercer votre discernement*. Ce sont juste des notes pour la constitution d'un dossier. Pas une investigation de la question.

§403 Suite du procès des dix accusés. Brigitte Macron demande 700.000€ à chaque mis en cause¹ = 7 M€. Elle pète dans la soie la parvenue¹ !

Affaire Brigitte Macron : quand la “chasse aux sorcières” devient politique d'État². [@BPartisans](https://x.com/BPartisans)

Depuis quelques semaines, la justice française s'agite autour d'un dossier que l'on nous présente comme une affaire de “cyberharcèlement” visant Brigitte Macron. Le mot est lâché, et aussitôt, les projecteurs s'allument : émotion, indignation, et appel à la censure sous couvert de “protection morale”. Mais à y regarder de plus près, ce procès médiatico-judiciaire ressemble moins à une défense de l'honneur qu'à un nouvel épisode de la croisade présidentielle contre la liberté numérique.

Une affaire sans victime... connectée. Commençons par le plus cocasse : *Brigitte Macron n'a aucun compte personnel sur les réseaux sociaux*. Ni *℥* (Twitter), ni *Instagram*, ni *Facebook*. Pas un seul profil officiel ou certifié sur lequel elle aurait pu être “harcélée”. On parle donc d'un “cyberharcèlement” dont la cible n'était pas présente dans le cyberspace ! Une situation juridiquement bancal, mais politiquement utile. Car ici, la victime n'est pas tant Brigitte que l'image du pouvoir. Et dans ce domaine, le palais de l'Élysée veille jalousement à son monopole de la narration.

Un procès sans preuves. Les accusations portées contre deux internautes reposent sur la diffusion d'une rumeur persistante, certes douteuse, mais jamais prouvée ni réfutée par des faits objectifs. Depuis 2021, le couple Macron s'indigne, poursuit, menace, mais n'a jamais produit le moindre document officiel, certificat médical ou témoignage direct, qui permette de clore le débat factuellement. En somme : pas de preuves du mensonge, mais une répression bien réelle contre ceux qui osent relayer la rumeur. La justice s'occupe donc désormais de protéger le récit, non la vérité.

Une chasse aux sorcières numérique. Ce procès est bien plus qu'une querelle d'honneur : il s'inscrit dans la stratégie globale du président pour reprendre le contrôle de l'espace numérique. Depuis 2018, Emmanuel Macron multiplie les offensives contre les plateformes au nom de la lutte contre la “haine en ligne”. De la loi Avia, censurée par le Conseil constitutionnel, à la loi sur les “influenceurs”, jusqu'au dernier décret sur la “régulation du numérique”, tout converge vers un même objectif : faire de la France le laboratoire européen de la censure algorithmique. Et cette “affaire Brigitte” tombe à pic : un prétexte parfait pour relancer le discours sécuritaire — cette fois, au nom du respect des femmes, de la dignité et de la lutte contre les “fake news”.

¹ <https://x.com/womandream/status/1983217758012629385>

² <https://x.com/BPartisans/status/1983193783547142419>

L'ombre de Pavel Durov. Le zèle du pouvoir français ne s'arrête pas aux frontières. En août 2024, Pavel Durov, fondateur de *Telegram*, a été arrêté à Paris sous prétexte "d'entrave à des enquêtes sur la drogue et la pédopornographie". Traduction : il refusait de livrer les données de ses utilisateurs. Quelques jours plus tard, Emmanuel Macron appelait à une "régulation européenne urgente" des messageries chiffrées. Coïncidence ? Non. C'était le signal que la France veut domestiquer Internet, même s'il faut pour cela inventer de nouvelles sorcières à brûler.

Censure : acte III Après le terrorisme et la désinformation, voici venu le "cyberharcèlement d'État" — concept idéal pour légitimer la surveillance généralisée. Dans cette pièce politique, Brigitte Macron n'est plus une personne : elle est un symbole, une affiche de campagne pour un pouvoir qui rêve d'un Internet sans contradictions. Et si le "cyberharcèlement" de la Première dame devient l'argument pour museler les citoyens, alors le véritable harcèlement n'est plus celui des internautes, mais celui du pouvoir contre la liberté d'expression.

Moralité : Quand un gouvernement commence à poursuivre les rumeurs faute de pouvoir prouver leur fausseté, ce n'est plus la vérité qu'il défend, mais son monopole sur le mensonge.

Brigitte Macron poursuit 10 citoyens, dont Bertrand Scholler et Aurélien Poirson-Atlan, pour de simples tweets et retweets. Nexus était présent au palais de justice de Paris ce mardi pour couvrir l'évènement (deuxième jour du procès). Nous vous proposons une interview exclusive de Bertrand Scholler ([@55Bellechasse](https://twitter.com/55Bellechasse)) , l'un des prévenus. Un procès scandaleux et dangereux pour la liberté d'expression en France. Le droit de s'exprimer librement en ligne est aujourd'hui gravement remis en cause.

§404 Une personne en position d'autorité "femme ou homme, peu importe" entame une relation avec un adolescent de 14 ans, alors qu'elle en a 39 et pourrait être sa mère ou son père. En France, la loi du 21 avril 2021 fixe un seuil de non-consentement présumé à 15 ans pour tout acte sexuel avec un majeur (article 222-22-1 du Code pénal) : en deçà, c'est un viol automatique, passible de 20 ans de réclusion criminelle. Et en cas d'autorité (comme un professeur), l'interdiction est *absolue jusqu'aux 18 ans* de la victime (article 227-25), même avec consentement apparent, avec des peines aggravées jusqu'à 10 ans de prison et 150 000 € d'amende pour atteinte sexuelle³.

Brigitte Macron a été présentée comme une modeste professeure de province conservatrice avant de se révéler être en profonde connexion avec le milieu branché et la jetset du parisianisme gay. Brigitte Macron est supposée avoir eu trois enfants mais n'a jamais présenté aucune photo d'elle enceinte, jouant avec ses enfants ou fêtant un seul de leur anniversaire. La seule photo officielle de Brigitte Macron dans sa jeunesse adulte est une photo de mariage qui ne lui ressemble pas.

L'homme qui a été son premier mari, un ex-banquier, a un passé totalement opaque, personne ne le connaît et les biographes officiels les plus complaisants de la Macronie ont reconnu l'opacité totale de ce personnage, comme du passé de Brigitte Macron en général d'ailleurs. Le chirurgien qui s'occupe de Brigitte Macron est le grand spécialiste français de la féminisation des visages de personnes trans. Il a été honoré par le couple Macron de la Légion d'honneur Le couple Macron-Trognoux a été le protagoniste d'une campagne publicitaire où l'on a inventé de A à Z un récit

³ <https://x.com/dreslincourt/status/1983385676105257395>

médiatique afin de propulser Macron à la tête de l'État français. Ce récit a notamment diffusé d'innombrables mensonges sur les âges respectifs de Macron et Brigitte lors de leur première rencontre, qui se sont avérés au final être au moins de 14 ans d'un côté et 39 ans de l'autre, ce qui constitue une relation pédophile, déjà hors la loi à l'époque où elle s'est produite. La seule fake news avérée, concrète et d'ampleur inégalée est la fabrication à grande échelle de cette histoire avec la complicité des médias traditionnels, puis avec l'aide de l'État profond français et des repris de justice comme Mimi Marchand, habituée au trafic de drogue, au trafic de données, au trafic de photos et au trafic de storytelling visant à protéger dans les médias telle ou telle personnalité lors d'événements scabreux. C'est tout ce qu'il y a à dire d'essentiel sur l'affaire Macron-Trognoux.

§405 Mais c'est *intentionnel*, en effet, la posture de *victime* de Madame permet au couple présidentiel de se refaire une bonne réputation. Les médias ont obéi et orchestré la scène. Cette comédie larmoyante permet au parasite de l'Elysée de se refaire la cerise grâce aux débiles qui se lamentent et en font des caisses. De là à croire que tout ça est voulu pour sauver le 1er destructeur de la France, mon niveau de complotisme ceinture noire, 8ème dan, me permet de l'évoquer à présent⁴. C'est elle qui a laissé trainer pendant des années sur le web des photos litigieuses *qu'elle aurait pu faire retirer aisément*. C'est une occasion extraordinaire de *se refaire une vertu*, et comme cette occasion a été soigneusement *préparée* par l'Elysée, c'est une entreprise de propagande par la diversion. En pointant les méchants du côté des « complotistes », Madame se range du côté des gentils et le Médiavers s'empresse de suivre. C'est très habile. Juan Branco : Procès pour cyberharcèlement contre Brigitte Macron : « Le directeur de cabinet de l'Élysée a donné instruction à une procureure, qui depuis a été promue, de s'assurer de monter un procès spectacle⁵ ». Pour la mise en scène, on choisirait dix citoyens quasiment pris au hasard et on monterait en épingle ce qui était souvent une moquerie tweetée sur fond de canapé, pour dramatiser l'effet sur la pauvre Brigitte. - Qui elle n'a même pas de compte sur les réseaux sociaux pour le constater. Qui ne vient pas au procès. Qui a le culot d'envoyer sa fille pour faire jouer l'émotionnel de la maman victime harcelée au tribunal, mais qui aurait très facilement pu dégonfler toute l'affaire depuis cinq ans -.

Affaire de cyberharcèlement envers Brigitte Macron : cette rumeur, nourrie par une détestation profonde d'Emmanuel Macron, vise à démontrer que la France serait dirigée par une élite décadente, aux mœurs dissolues, soutenue par un système médiatique servile⁶.

§406 Procès Brigitte Macron vs « complosphère » – résumé complet (Victor Mottin)

Brigitte Macron accuse plusieurs personnes d'avoir relayé ou alimenté, sur X (Twitter), la rumeur selon laquelle elle serait un homme nommé Jean-Michel Trognoux. Les posts cités mêlent insultes, insinuations sexuelles et thèses complotistes autour d'une prétendue « reconnaissance faciale » ou d'un soi-disant « dossier transsexuel ». Les prévenus :

Jérôme A., informaticien en Suisse, assume avoir retweeté neuf publications évoquant la rumeur, qu'il présente comme des « blagues » ou du « sarcasme ». Il

⁴ <https://x.com/LaColitruche/status/1983502174832173250>

⁵ <https://x.com/tvlofficel/status/1983630503874838796>

⁶ <https://x.com/AmauryBucco/status/1983516003175632918>

invoque l'esprit Charlie, assure ne pas avoir voulu harceler et dénonce « un procès pour quelques tweets anodins ».

Jérôme C., courtier, admet des propos moqueurs et vulgaires (« concours de celui qui a la plus grosse... »). Il dit tweeter « fatigué sur son canapé », prétend « informer » et se réclame lui aussi de Charlie Hebdo.

Jean-Christophe D, professeur d'EPS, a tweeté que Brigitte Macron serait « le père du président ». Il parle de parodie et d'humour, dit avoir été influencé par Zoé Sagan et par les enquêtes de Xavier Poussard (Faits & Documents). D'autres prévenus (dont un adjoint au maire) évoquent des « plaisanteries », des « quolibets » ou l'« esprit satirique », tout en minimisant l'impact de leurs publications. Beaucoup ont un casier vierge, et tous se réclament d'une liberté d'expression bafouée.

Les figures connues :

Aurélien Poirson-Atlan, alias Zoé Sagan, revendique un projet « littéraire et artistique » fondé sur l'« infofiction ». Il nie tout harcèlement et se compare à Flaubert ou South Park. Bertrand Scholler transforme sa défense en tribune. Il dénonce une « provocation politique » et affirme que « les Macron alimentent eux-mêmes la polémique ».

Témoignage de Tiphaine Auzière La fille de Brigitte Macron décrit les conséquences personnelles et familiales de cette rumeur : « Ma mère doit surveiller sa tenue, sa posture, le moindre geste... il n'y a pas une semaine sans qu'on lui en parle. » Elle évoque la détresse de la Première dame et les répercussions sur les petits-enfants.

Les débats :

Les avocats de la défense (dont Juan Branco et François Danglehant) parlent de « liberté d'expression », de satire et de dérive judiciaire. Les avocats de Brigitte Macron (Jean et Olivier Ennoch) rappellent que la liberté d'expression n'est pas absolue : « Le cyberharcèlement en est une limite. » Ils dénoncent une campagne coordonnée de dénigrement, relayée massivement sur les réseaux. Les noms de Xavier Poussard, *Marcel D*, *Didier Maïsto*, ou encore du média *Géopolitique profonde* reviennent souvent. Une même ligne de défense traverse l'audience : « C'était de l'humour, pas du harcèlement. » Les juges, eux, interrogent : « Où s'arrête la blague et où commence le dénigrement organisé ? »

Comme d'habitude avec les Macron, tout cela est une *mise en scène ridicule* pour détourner l'attention. Et évidemment, ils ne poursuivent même pas Xavier Poussard.

§407 Attention. 2018: Brigitte Macron est haïe par beaucoup de monde ainsi qu'à l'Elysée. Elle est appelée "la vieille" et son entourage souhaite sa mort. Mais faut croire que ce n'était pas aussi traumatisant que quelques tweets⁷...

La République française paye des conseillers et un cabinet entier à Brigitte Macron au-delà des services dont elle bénéficie en permanence [...] Elle a une Cour autour d'elle qui lui permet de jouer un rôle politique de premier plan⁸. » Elle n'aucun droit à ce titre.

§408 Une simple apparition de Jean-Michel apporterait une telle tranquillité à sa sœur ! Étrange famille où un frère laisse sa sœur souffrir de rumeurs plutôt que

⁷ <https://x.com/PChaibriant/status/1983882937675477311>

⁸ <https://x.com/tvlofficel/status/1983874488325345376>

simplement se montrer ! Étonnant non⁹ ! Rire... Tiphaine Auziere prétend avoir vu Jean-Michel Trogneux il y a quelques semaines et nous apprend qu'il est en parfaite santé sauf que Marlène Schiappa nous informait il y a quelques mois qu'il était mort !

Nico Gun
@NicoGun7007
Jean Michel Trogneux ... picture from October 2024 in Amiens France !



9:26 AM · 15 janv. 2025 · 5 723 vues

Alors il faut savoir . Elle aurait menti Marlène Schiappa où elle dit n'importe quoi sans savoir ?

Autre information à l'attention de ceux qui ne connaîtraient pas le sujet. L'homme qui a été photographié et présenté comme Jean-Michel Trogneux, n'est pas Jean-Michel Trogneux, mais *Jean-Claude Trogneux*.

Rappelons-nous que cette photo n'a jamais été diffusée par les canaux officiels mais glissée dans une conversation sur X par un compte

anonyme (Nico Gun), dont on ne sait s'il est proche du couple ou de l'Élysée. Bien sûr les trolls ont sauté sur l'info pour se moquer des « brigittologues ».



Le Touquet : Jean-Claude Trogneux, frère de Brigitte Macron ...

Consulter >

Saviez-vous que Tiphaine Auzière, venue témoigner de la dégradation de l'état mental de sa mère, discutait depuis deux ans avec Zoé Sagan, lisait ses livres, et qu'Aurélien Poirson-Atlan devait même peut-être l'interviewer ? On a aussi appris lors du procès que Rudy Reichstadt aurait appelé et menacé directement son ex-femme ! Et ce n'est pas tout, la *Diaspora Defense Forces*, a fait suspendre tous ses comptes. Un truc de dingue, quand on sait que son grand-

père a sauvé des Juifs (il a libéré les deux derniers camps de concentration). C'est marrant, cela a été dit au tribunal, mais personne n'en a fait écho dans les médias !

§409 Tous ceux qui ont participé à l'arrestation des 11 Français pour un tweet sur Brigitte viennent tous d'avoir une *promotion* exceptionnelle. Voici la liste.

- Marion Adam, responsable de l'enquête au parquet de Paris, a été promue à la Cour de cassation après son rôle dans l'affaire.

- Aline Olié, qui a supervisé Adam et avait auparavant travaillé en étroite collaboration avec Brigitte Macron, a été exceptionnellement promue à la tête du tribunal de Fort-de-France.

- Grégory Weill, impliqué dans l'affaire Mila et connu pour avoir importé des théories de la Ligue anti-diffamation dans la Plateforme nationale de lutte contre la haine en ligne (PNLH), a été promu à la tête de la section P20 du parquet de Paris.

- Patrice Faure, directeur de cabinet de l'Élysée et superviseur du commandement militaire dans la procédure selon **Le Monde**, a été promu préfet de police de Paris la semaine précédente. Ces promotions sont liées aux actions entreprises contre des individus pour des allégations de cyberintimidation de Brigitte Macron, mettant en évidence un schéma d'avancement pour ceux qui ont été impliqués dans l'affaire. Encore une fois, une subversion du droit, car déjà le procès

⁹ <https://x.com/Franck20270/status/1983297735546810407>

est *irrégulier* et *illégal*, au service d'un intérêt personnel (une simple citoyenne Brigitte Macron) et non au service du pays. Alors ceux qui ont été récompensé logiquement sont des *traîtres* à l'intérêt du pays, ils ont participé à une utilisation frauduleuse des pouvoirs de l'État au service d'un intérêt particulier. La justice s'acharne contre des lanceurs d'alerte ! Des peines de prison avec sursis et des amendes demandées contre ceux qui osent questionner l'identité de Brigitte Macron¹⁰.



§410 Maintenant que l'affaire Brigitte est mondiale, des millions de gens se posent une question simple : "pourquoi n'y a-t-il aucune photo de Brigitte jeune, enceinte, en famille avec son ex-mari, 3 enfants, grands-parents etc." Mais en France personne n'est capable

de répondre...

Cette fameuse rumeur sur Brigitte a commencé très tôt en fait. *En mai 2017, sur un blog en langue espagnole*, on trouve un article publié qui la compare à Michèle Obama et parlant de transsexualité et de MK ultra¹¹.

§411 Ce procès est un procès pour l'exemple. Et *tout procès pour l'exemple est, par nature, injuste*. » Pour appuyer sa démonstration, Me Brossollet a convoqué l'histoire, rappelant le sort des quatre caporaux de Souain, fusillés en 1914 « pour l'exemple », afin de maintenir la discipline dans les tranchées. « Toute la compagnie avait refusé de monter au front, parce qu'il s'agissait d'ordres insensés venus de leurs supérieurs », a-t-il rappelé. Ce n'est qu'en 1934 qu'un arrêt a reconnu l'injustice de ces

🔍 **Eugemberger Wort** Abonnement 8

On put voir des informaticiens, des agents de banque, des enseignants, tous adeptes du radotage réseauté. Pour s'amuser ou promouvoir leurs lubies. On put voir une « naturopathe » prônant le jus d'érable dans la lutte contre le cancer du sein. Des individus en lutte contre la pédocriminalité et... les vaccins contre le covid. Des promoteurs d'un « nouvel ordre mondial » sous souveraineté russe.

„Ils sont des milliers, les fêlés des réseaux.“

D'autres dénonçant le « scandale de l'adénochrome », une drogue que des célébrités feraient prélever sur des corps d'enfants (sic). Et tous ces gens ont convergé pour affirmer que Brigitte Macron a subi « une opération par un spécialiste de la féminisation du visage masculin », et que Brigitte Macron, en somme, est un homme.

exécutions, affirmant qu'« il est contraire à l'idée de justice que la répression soit limitée aux seuls caporaux ». Me Brossollet a alors établi le parallèle : « *Il est injuste de faire un procès réduit à dix personnes qui doivent répondre d'une meute qu'ils ne connaissent pas*, dont il n'est pas établi qu'ils la connaissent, et dont on ignore jusqu'à la consistance. » Enfin, abordant les tweets eux-mêmes, l'avocat les a replacés dans le champ de la satire : un registre dont l'intention n'est, selon lui, ni d'informer ni de nuire, mais de faire rire. Et même lorsque l'humour choque, il demeure protégé, a souligné Me Brossollet, citant la jurisprudence de 1993 relative à Caroline de Monaco : malgré un dessin particulièrement moqueur, la justice avait reconnu que la satire relevait de la liberté d'expression. Il en a profité aussi pour s'interroger sur le timing de ce procès et la volonté du président de la République

¹⁰ <https://x.com/GPTVoff/status/1984597296307208543>

¹¹ https://x.com/jol_vil/status/1985125607160848725

d'organiser, le même jour à l'Élysée, une réunion pour contrôler l'information sur les réseaux sociaux¹².

Le déchaînement de haine continue. Particulièrement contre « l'élu de la république ». Même jusqu'au fin fond du Luxembourg, ils veulent les voir sacrifiés sur la place publique. Et ils associent maintenant « l'adrénochrome » aux dix prévenus.

§412 Procédure américaine des Macron contre Candace Owens : « Le dossier de la plainte des Macron comporte près de 200 pages, ce qui crée un effet psychologique : aux États-Unis, personne n'a jamais vu autant de pages dans une procédure de ce type. On peut se demander s'il existe vraiment une chance, sur le fond, que le couple #Macron l'emporte devant la justice américaine. » « Ils clament qu'ils vont fournir "des preuves scientifiques" pour démontrer que Brigitte Macron est une femme, ce qui est en soi absurde. À quel moment une femme a-t-elle besoin de prouver scientifiquement qu'elle est une femme¹³ ? »

§413 Le couple Macron prépare sa disparition. Je répète. Le couple Macron prépare sa disparition. Évasion des Macron en 3 points 1. Vendre les maisons en 2025. 2. Annoncer quitter les réseaux sociaux en 2026. 3. Disparition sans explication en 2027 à la Dupont de Lignon !!! À l'américaine. Smiley clin d'œil¹⁴.

Voici ma prédiction : Emmanuel Macron ira aux États-Unis et y vivra. Il a de bons contacts là-bas. Brigitte restera en France avec ses enfants. La nouvelle maison qu'ils font construire est destinée aux enfants Auzière et à Brigitte – une forme de règlement à l'amiable après la séparation. Après sa présidence, Emmanuel passera très probablement à autre chose sans Brigitte.



Vous avez remarqué ? Il n'a plus d'alliance à l'annulaire gauche !?

Je ne pense pas Il est incapable de rester dans l'ombre Il fera des conneries si on le laisse sans surveillance En tous les cas, il aura des comptes à rendre En France avec la justice Car nous ouvrirons le secret des conseils de défense sanitaire¹⁵.

Il n'y a pas que les Macron qui préparent leur séparation. Je dois également vous annoncer une terrible nouvelle qui va dévaster les Français. Cyril Hanouna et Tiphaine Auzière, c'est également terminé. Tiphaine n'a jamais vraiment ri à une de ses blagues et n'aime pas particulièrement le paddle et les films d'action avec des gros biscotos ; il devait se rendre à l'évidence. Le mariage est annulé. La rumeur sur le divorce du couple Macron monte à un niveau inégalé. Cela fait une semaine que des journalistes américains m'envoient tous le même message : « SHOCKING news from the Élysée Palace. Will Emmanuel Macron divorce his wife¹⁶? »

¹² <https://x.com/lisasagan/status/1985248993878712619>

¹³ https://x.com/Tocsin_Media/status/1988290627298357469?s=20

¹⁴ <https://x.com/lisasagan/status/1988627665159426297?s=20>

¹⁵ <https://x.com/VDesnot5331/status/1988950770654540213?s=20>

¹⁶ <https://x.com/lisasagan/status/1989981763678900477?s=20>